



COMMENT PRÉPARER L'APPAUVRISSSEMENT DES FRANÇAIS

Par Natacha Polony

Pourquoi parler de cela quand l'inflation ronge la France et quand certains en sont à se priver de repas ? L'élargissement de l'Union européenne, les règles de vote à la majorité qualifiée, les coups de sang de la Pologne... on est à mille lieues des préoccupations des Français. Le pouvoir d'achat, voilà ce qui les intéresse. Certes. Mais le rôle du journaliste consiste, non seulement à rapporter les faits, les informations, mais également à les faire émerger quand personne ne s'y intéresse et, surtout, à les relier et à les hiérarchiser quand les partisans du système en place les balayeront d'un opportuniste « ça n'a aucun rapport ».

En quoi le rapport franco-allemand sur l'élargissement de l'Europe publié le 19 septembre nous concerne-t-il très concrètement ? Voilà déjà plusieurs mois que les élites européennes, Ursula von der Leyen et Charles Michel en tête, plaident pour un élargissement de l'Union. Les prochains sommets, en octobre et en décembre, y seront consacrés. Un élargissement aux « Balkans occidentaux » (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Albanie, Macédoine du Nord, en attendant le Kosovo, candidat non officiel), évoqué par Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle mais également à l'Ukraine, à la Moldavie, et, peut-être, à terme, à la Géorgie, ce qui commence à faire beaucoup plus que cette Europe à 30 ou 32 qui nous est actuellement présentée.

Un petit rappel s'impose : en 2004, au moment du précédent élargissement à l'est, la moitié des régions françaises avaient un PIB supérieur au PIB européen moyen. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas que pour l'Île-de-France. Comment expliquer cette paupérisation ? La semaine dernière, nous rappelions que le salaire moyen en Ukraine est huit fois inférieur à ce qu'il est en France (lire Marianne n° 1384, p. 20). Avant l'invasion du pays par la Russie, l'intégration économique et juridique de l'Ukraine à l'Union européenne avait pour première conséquence l'afflux en Pologne de travailleurs ukrainiens. Une main-d'œuvre à bas coût qui abondait dans les usines et les complexes agricoles, eux-mêmes fruits des investissements allemands. Car c'est toute la différence entre l'Allemagne et la France. La première a su tirer profit de l'élargissement en récupérant sous forme d'aide aux investissements dans les pays de l'Est ce qu'elle versait à l'Union sous forme de participation au budget commun. La France n'a jamais su aider ses PME dans ce maquis administratif et dans cette jungle juridique.

Autre exemple de l'incapacité chronique de la France à protéger ses citoyens : pas une vague de notre part face à

la déferlante de produits agricoles ukrainiens. La Pologne, elle, menace de cesser les livraisons d'armes. On peut trouver le procédé inélégant (ce que ne manquent pas de faire des médias qui jugeaient la même Pologne admirable quand elle se voulait le premier adversaire de la Russie), mais la cause en est parfaitement compréhensible. L'Union européenne a supprimé tous les droits de douane sur les produits agricoles ukrainiens. Les poulets (lire Marianne n° 1381, p. 82), mais aussi le blé ou le sucre. Les importations de sucre ukrainien en Europe ont augmenté de 1 100 % en un an. Celles de blé ont plus que doublé. La Pologne a donc décidé de refuser ces importations pour préserver son agriculture. Ce que la France ne daigne pas faire. Pour apparaître comme les bons élèves de cette farce, les Français sont prêts à détruire tous leurs atouts, Emmanuel Macron vient encore de le prouver à propos de la transition écologique. Comme le démontre notre journaliste Sébastien Grob (voir marianne.net), le calcul du bonus censé éviter de subventionner les voitures chinoises fait comme si l'électricité utilisée émettait autant de CO₂ dans chaque pays d'Europe. La France choisit donc de se priver d'un avantage conféré par son électricité nucléaire pour ne pas sembler faire du protectionnisme vis-à-vis de ses partenaires européens. Un comble !

Le rapport franco-allemand sur l'élargissement et la réorganisation qu'il préfigure ne sont qu'une étape supplémentaire. Sous prétexte de rendre plus souple la future Europe à 30, 32 ou 35, la France et l'Allemagne donneraient généreusement plus de poids aux « petits pays » et renonceraient à l'idée d'un commissaire par État. Mais le plus inquiétant est le passage à la majorité qualifiée dans les domaines où, jusqu'à présent, l'unanimité était la règle. Certes, le rapport entretient le flou quant à la politique étrangère, mais on sait qu'elle est dans la ligne de mire des Allemands, qui réclament depuis des mois que la France ne puisse plus faire entendre sa voix singulière.

On voit se dessiner les conséquences, et elles sont très concrètes. Davantage de dumping social, de désindustrialisation à bas bruit, d'appauvrissement de la France. Davantage d'inflation administrative et de strates juridiques éloignant encore les citoyens des centres de décision. Sous prétexte d'efficacité, toujours moins de démocratie. Et l'Europe réduite à un espace de libre circulation des hommes, des capitaux et des marchandises, une vaste machine gestionnaire privée de toute identité culturelle comme de tout poids géopolitique. Mais c'est visiblement un choix assumé des dirigeants français. Ils ont seulement oublié d'en informer les citoyens. ■